L'ABEILLE.

PAR BULLITT, BULLEN & MAGNE.
No. 62, RUE CHARTRES.

NOUVELLE-ORLEANS:
MERCREDI MATIN, 1er MAI 1839.

POUR PRESIDENT DES ETATS-UNIS,
HENRY CLAY,
DU KENTUCKY,
nommé à la décision d'une Convention National

MLLE. A. VESPUCCI & M. H. CLAY.

Un journal du matin dit un bel éloge de Mlle. America Vespucci; nous y souscrivons de grand cœur. Ils pour preuve de son talent, à donner un détail politique, il lui prête les mots suivans:

M. Henry Clay est un grand homme, mais il a son président des Etats-Unis parce qu'il n'a pas d'ambition.

Mlle. Vespucci a fait réellement cette découverte, nous bien que d'avoir sur quel fondement politique elle a basé son assertion.

Pour nous, il notamment qu'elle n'a pas assez vécu, l'intimité de M. Henry Clay pour pouvoir fonner un jugement qui nous paraît un peu tranchant.

Il reste il nous semble que Mlle. Vespucci n'a pas vieilli parmi nous pour pouvoir en juger sur l'ensemble comme Henry Clay puisse avoir hérité de son père.

En dépitant à l'aimable divertisse, le peuple qui croit aux convictions de M. Henry Clay le nous autens que qu'il ne le lui prouve à ses prochaines en présidentielle.

EUROPE ET AMÉRIQUE.

New-York Times, journal démocrate, contient remarquable par la rapport de la modération de ses nes contient dans son numéro du 20 avril un article nous reproduisons plus commentaire:

SCHIEN EUROPÉENNE — REPUBLIQUE AMERICAINE. endant que les monarques d'Angleterre et de e, obéissent toujours à la voix du peuple ou à les représentants du peuple, notre président républicain traite ici le peuple avec le fondond mépris.

France, les retours d'une partie des électeurs ennuie, le ministère n'attend pas la réunion ambres, ni même la totalité des retours, et il ne de donner sa démission en masse.

Angleterre, le ministère éprouve un échec dans bre des Lords par un vote de 63 contre 49 et ndard annonce que le ministère résignera.

ns Lord John Russell dit que le ministère a la volonté des communes, mais l'état critique

e lecteurs savent tous qu'un changement de ère ne signifie qu'un changement de politique dique fois l'abandon d'une simple mesure dépêche ne peuple légale, représentant, il faut en faire l'abandon et changer intérêt.

otre président Van Buren n'est point si facile. il nous, "Le abandonne non." "Le peuple conformer à ma politique." Il doit vouloir ce que l'opinion du peuple n'est contraire, tant pis ne'en fais pas moins à ma tête.

Opposition dans la chambre (dit M. Van Buren organe) est assez puissante pour faire échouer mesure venant de l'administration" et cette dé tion d'un journal ministériel, en France en en Angleterre, serait immédiatement suivie du parquet suivant: Le ministère a commettre, s'abstenir mission et la politique du gouvernement sera ma

ing fois la grande mesure favorite de Van Buren rejetée par les représentants du peuple et surpri il n'en persiste pas moins à vouloir la faire passer. est un sujet ne peut trop souvent attirer l'attention des hommes qui ont à cœur la prospérité de pays.

D'UNE BANQUE CENTRALE.

Pendant que notre industrie en débat péniblement a le besoin urgent d'une institution centrale de crédit ne la partie *dynastique* la refuse obstinément, de ste côté de l'Atlantique les plus hautes intelligences industrielles s'occupent à fixer sentiment l'opinion nécessité d'une institution analogue. Pendant, e nous sommes à la range pour rater la tournure ulevée p. ndente conduite de nos gouvernants d'ai. beaucoup moins avancés que tous en industrie, profitent de nos fautes et marchent n pas rapide dans la voie du progrès.

Ici c'est la nature même des institutions et la disposi nde localités commandent impérieusement une cen alisation industrielle, en réponse toute amélioration. ganique de ce genre. Ailleurs où cette centralisation financière est moins nécessaire, on s'en occupe ver sée—quelle leçon pour nous!

Le Journal des Débats, dans la rédaction est confiée des talens du premier ordre, fait sur l'organisation d'une Banque centrale en France, des réflexions d'une haute portée et, qui peuvent, en grande partie, s'appliquer à notre situation. Pour que nos lecteurs puissent en juger nous leur en soumettons les extraits suivants:

"Le renouvellement du privilège de la banque de France soulève naturellement la question de l'organisation générale des institutions de crédit en France pas de commerce actif et florissant sans institutions de crédit. En leur absence on ne tire qu'un médiocre parti du capital national, fruit du travail des générations passées. Le crédit joue dans les affaires commerciales d'un pays, le même rôle que la circulation du sang dans le corps humain. Tantôt rapide qui attachent du prix à ce que les tendances positives qui dominent aujourd'hui en France, en dépit des passions, que les partis s'efforcent d'y développer, prudemment autre chose que de vaine rêves, doivent désirer que le crédit s'y organise sur des bases larges mais solides de manière à soutenir et à exciter le travail, tandis que de telle sorte qu'il soit possible d'empêcher qu'on ne réalise inconsidérément à des entreprises téméraires, ce que l'industrie ait en réserve de puissans moyens pour les cas de perturbation, dont il faut bien être préoccupé dans ce siècle où les révolutions font le tour du monde, et où l'industrie, cherchant son asiette, est exposée à mille oscillations qui se résolvent en de fréquentes crises, lors même que le génie des révolutions politiques semble sommeiller.

Pour fonder en France des institutions de crédit dent systèmes se présentent. l'un procédant par voie de centralisation consisterait en une banque-mère, siège à Paris, avec un réseau de succursales étroitement liées à l'établissement central, et s'étendant de grande ville en grande ville jusqu'aux extrémités du territoire. Dans l'autre système il n'existerait plus des banques départementales isolées les unes des autres, opérant chacune à ses risques et périls dans l'enceinte d'une de nos principales cités. Le premier système est celui que Napoléon avait voulu créer en mapvan de la banque de France et de ses comptoirs Mais alors le pays n'était pas mûr pour un vaste développement commercial; toute son activité était absorbée par la guerre, et la banque de France, malgré ses efforts, resta purement et simplement la banque de Paris. Jusqu'à ces derniers temps la banque n'était résignée à ce rôle secondaire, il était de fire. Soit qu'elle fût rebutée des amis infructueux qu'elle avait faits à une époque déjà éloignée pour ouvrir des comptoirs dans quelques villes, soit que l'infructueuse concours des principaux négociants des localités neuf fut pas offert, ou même lui fut refusé; la banque de France se tenait enfermée dans les murs de Paris et abandonnait le reste du pays à de petites banques ma tien les unes avec les autres. C'est ainsi que presque toutes nos métropoles industrielles et commerciales se sont vues successivement enrichies par des banques locales, établies et dirigées, soit dit le reconnaître, par les capitalistes les plus recommandables de chaque ville.

Le système d'institutions de crédit échelonnées autour d'une Banque centrale et s'appuyant sur elle ne peut manquer d'obtenir la préférence chez une nation dont les tendances et le goût portent profondément l'empreinte de la centralisation et de l'unité. Nous ne contestons pas les services rendus par les Banques départementales. Les bénéfices de ces institutions donnent une mesure assez exacte des services qu'elles rendent presque partout et ces bénéfices sont brillants. Mais elles offrent des inconvénients, ou si l'on aime mieux, des lacunes en assez grand nombre. Dans leur état actuel il y a des besoins du pays auxquels elles ne répondent point, auxquels il leur est impossible de répondre et qu'il serait facile de satisfaire en organisant des banques sur le principe de la centralisation. Ainsi dans chacun de nos centres d'industries il y a, chaque année, du moins une époque critique périodiquement amenée par la nature des transactions auxquelles on se livre et qui varie de ville à ville. Telle est à Lyon la saison où l'on achète les soies des départemens du méridionaux et du Piémont qui se paient en comptant. Ailleurs c'est le moment des baillas, sur un autre point c'est des grances. Il est évident que l'étendue de la fabrication de Lyon, par exemple, est limitée par le chiffre de soie que le commerce Lyonnais peut acheter. Ainsi la prospérité de Lyon pendant l'année entière dépend jusqu'à un certain point des capitaux dont il dispose à cette époque décisive de l'achat des soies. Mais il est évident aussi qu'une Banque locale n'agissant qu'un capital borné ne saurait dans le moment important offrir qu'une assistance limitée. Il peut faire alors quelques affaires en ce instant, une Banque locale doublée, triplée au capital, elle ne saurait qu'en faire pendant le reste de l'année. Au contraire un système de Banques centralisées saurait une portion de son capital qui serait mobile, qui, continuellement en circulation, irait voyageant successivement de ville en ville pour faire face aux besoins successifs des diverses localités en apparaissant dans chacune d'elles au moment où on l'appellerait.

L'insuffisance des banques locales est encore plus manifeste dans les temps de crise commerciale. Pour qu'elles ne périssent pas dans la tempête, il faut qu'elles bâtissent toutes leurs voiles. Une fois envahi par un capital borné dans ces tourmentes qui bouleversent fortunes, en face des besoins énormes des grandes industries d'une vaste cité! Quelquefois la prudence ne fournit rien que les imaginent dans ces moments de défiance, à une banque qui n'a qu'un capital réduit, de n'émettre que très peu de billets pour se soustraire à l'effroyable danger de ne plus pouvoir échanger à vue ses billets contre des numéraires! Or, pour rétablir la quantité des billets en circulation, il faut absolument réduire les escomptes et toutes autres avances au commerce. Au contraire, dans institutions de crédit combinées autour d'un puissant établissement, tiré lui-même par une étroite solidarité avec le *trésor*, se confondant, pour mieux dire, dans l'opinion avec l'Etat lui-même, et investi au plus haut degré de la confiance publique, bien de tout cela, obstacles au commerce, crise très jusqu'à difficulté, le jeu d'appui le plus intimidable.

"Dans une crise pareille, qui n'atteint qu'une branche d'industrie qui ne [illegible] quel de plus fâcheux n'a pas encore [illegible] Banque Centrale, que d'apporter un mal les plus simples soulagemens, et de ranimer la place à peine ébranlée? Dans une crise générale, telle que celle qui révéla d'un bouleversement politique ou de désastres militaires, ou d'un débordement de spéculations sur tous les points à la fois, une banque centrale, entourée de succursales ayant résisté ou se tenir sur la défensive et à peut être contrainte à se tenir sur la défensive et à concentrer son action sur les localités plus importantes. Ce tous qui eût heureusement interrogent plutôt l'histoire commerciale de la Grande Bretagne et des Etats-Unis.

"Quant aux transactions de ville à ville et aux opérations entre les diverses parties du territoire, les banques locales sont impuissantes.

"Que peut-on et l'on faisait intervenir la comité, établie du papier monnaie qui sient toujours à l'exclusion des banques? Avec des banques isolées on aurait nécessairement dans chaque ville un papier monnaie particulier. La France aurait couverte de billets différents, inégalement estimés, ne s'échangeant point les uns contre les autres, et n'ayant aucun cours hors de la ville où ils auraient été émis. Ce serait rétrograder jusqu'au temps où chaque seigneur féodal battait monnaie dans son domaine, et où chaque province avait ses écus qu'elle seule connaissait et ne reçoit. Avec des banques centralisées il est facile d'arriver à un papier monnaie national, connu de tous et échangé de tous. L'inconvénient de la diversité des billets émis par les banques indépendantes est si grave, qu'en Angleterre, pays d'esprit local et de droits locaux, les *joint-Stock Banks* commencent ellesmêmes à remédier devant la faculté d'émission, et que plusieurs d'entre elles, avec la banque d'Angleterre, commencèrent à en limiter d'abord la circulation que aux sujets à elle, contribuaient ainsi dont il est probable qu'en France la loi ou à mes [illegible], l'opinion et l'intérêt même des banques locales, feront bientôt une obligation.

"L'organisation du crédit par voie de centralisation a une telle supériorité que les propres les plus passionnés pour les privilèges locaux et les plus indifférents aux idées d'unité se sont vus poussés par la nécessité à l'installer parmi eux. Les Anglais, je ne qu'on peut dire que de tous les traits qui les distinguent de la nation française, il n'y en a pas un qui soit plus net que leur répugnance pour la centralisation, qu'il semble au contraire que nous ayons succédé avec le lait, ses Anglais ont fini par organiser la banque d'Angleterre conformément aux idées d'unité et de centralisation. "Elle domine l'Angleterre et le pays de Galles au moyen d'une domination de succursales qui sont sous la dépendance la plus immédiate de la banque-mère établie à Londres. Etats-Unis ainsi ont l'antipathie contre la centralisation, qui semble caractéristique de la nous langues, s'est fortifiée de tous les instincts d'indépendance d'un peuple de pionniers et de toutes les prétentions à la souveraineté que les divers Etats ont mises en avant et qu'il y sont [illegible] les succursales centralisées ne se point, mais ont [illegible] en juger par la tranquillité des banques de Tampico, l'armée du gouvernement ne serait point redoutable.

Nous publions l'extrait suivant d'une lettre de Tampico, en date du 18 avril.

Vous avez déjà lu, sans doute, que la paix était définitivement conclue entre la France et le Mexique. On dit que Ulua a déjà été rendu. Quant à nous, à Tampico, nous sommes toujours sans communication, avec l'intérieur. Ceux d'ici se préparent à la défense, car Antonio n'est pas éloigné et Bustamante est à San Luis. Les généraux Mejia et Urrea sont partis avec la plus grande partie des troupes, pour Vera Cruz et Puebla. De leur expédition dépend le sort de la révolution.

On n'avait en cesse le 6, à Vera-Cruz, aucune nouvelle du général Mejia. La garnison de cette ville se composait à cette époque de 1000 hommes, et paraissait bien déterminée à résister à l'armée fédérale. On ignore quel peut être le motif du retard du général Mejia, retard qui doit être d'autant plus préjudiciable à ce général, que le succès de son entreprise dépendait entièrement de la promptitude qui serait apportée dans l'exécution.

Nous avons déjà fait connaître l'arrivée à la Mobile de la goelette Gén. Jackson, qui étant du nombre des navires frétés par le général Mejia pour transporter les munitions et autres objets nécessaires à l'expédition, une fois en mer, avait changé de direction et était fait voile pour la Mobile. Il est possible que le chef fédéraliste ait voulu attendre l'arrivée de cette goelette, en peut-être même que l'absence de la goelette l'ait mis dans l'impossibilité de mettre son projet à exécution; s'il en est ainsi, cette position nous paraît assez difficile.

MORT DU GÉNÉRAL SAMUEL SMITH.

Encore un vétéran de l'indépendance de moins.

Le Baltimore American annonce la mort du général SAMUEL SMITH, ex-maire de Baltimore, ce vieillard vénérable a terminé subitement une carrière honorablement remplie. Le 22 au matin, revenant d'une promenade il se jeta sur son sofa où son domestique le trouva mort peu après; il avait quatre vingt-sept ans.

Le capitaine Burrell du bateau à vapeur Wm. Robinson, rapporte que le bateau à vapeur Pennsylvanian a été brûlé le 28, en rendant à Paducah. Tous les passagers ne sont sauvés; la cargaison a été entièrement détruite.

INCENDIE. — Un violent incendie a eu lieu à Albany, dans la nuit du 21 du mois dernier. Le feu se déclara dans une écurie attenant à une auberge située dans South Pearl street et appartenant à M. Porter Browning. Le vent soufflait avec violence du Nord Est; les flammes gagnèrent en peu d'instants les maisons voisines; 20 ou 25 habitations ont été détruites, une église menaçait qu'avait été élevée depuis peu dans Hetkimer street est du nombre.

On évalue le montant des pertes à $100,000, sur lesquelles $25,000 seulement étaient assurées.

REMEDE CONTRE L'ENNUI.

L'enthousiasme figure à l'heure qu'il est dans tous les gouvernements de Londres:

M. Joseph Jekill, témoin souvent fort attristés, de l'ennui qu'éprouvent, les *country-gentlemen*, lorsqu'il sont réduits à la compagnie du cercle domestique, et presque certain qu'il faut attribuer à cet ennui le grand nombre de suicides qui ont eu lieu dans le courant de mois de novembre dernier;—considérant de plus, qu'à la campagne, il est souvent fort désagréable de fréquenter ses voisins;—considérant enfin la facilité avec laquelle s'établissent les rapports réguliers des cabinets de lecture avec leurs abonnés, quelqu'éloignés qu'en dernier puissent être de la capitale, vient d'ouvrir à *Spring-Garden* un office dont le but est de fournir aux *country-gentlemen*, pendant leur résidence à la campagne, des hôtes et une société agréable, aux prix les plus modérés.

Moyennant un abonnement de trente guinées par an, les souscripteurs auront droit à quatre hôtes, hebdomadairement renouvelables, au gré du *country-gentleman*.

Une souscription de quinze guinées ne donne droit qu'à deux hôtes, qu'on pourra changer tous les quinze jours seulement.

Un petit vol, en limant le catalogue de M. J. L. qui y a mis chaque assortiment complet de qui sont sérieusement prêts à partir au premier avis pour aller habiter cette résidence qui leur pourra être assignée dans les limites du rayon ci-dessus. Parmi eux on trouve:

1. Trois pairs d'Ecosse.
2. Sept chef d'Irlande.
3. Quatre baronnets ruinés.
4. Huit ancieux jaunes.
5. Quarante-sept noyons généraux en demi-solde. (N. B. Ces honorables militaires racontent tous, avec beaucoup moins de charges la guerre de la Péninsule.)
6. Vingt sept dandinées à moustaches.
7. Cent quatre-vingt-sept vieilles demoiselles à petits revenus.
8. Et plusieurs ecclésiastiques sans bénéfices, jouant presque tous du violon.

Les sourds et muets, les chasseurs, et les gentlemen qui mécontent un voyage à Paris seront libres à prix de faveur.

Tous les susdits jouent aux cartes et généralement avec avantage leurs hôtes partners. De vive voix particulièrement à jouer le dimanche soir, ou le matin, avant le prêche.

Les souscripteurs doit à ses hôtes quatre repas par jour, et du *claret*, si l'un d'eux est un pair d'Ecosse ou d'Irlande.

Si l'un des hôtes déplaît au *country-gentleman*, celui-ci voudra bien écrire le mot *ascomment* en regard de son nom sur le catalogue, en simplement à la main sur le dit personnage et le renvoyant à l'administration. On le remplacera par le retour de la diligence.

Society-office—Spring-Garden. JOSEPH JEKILL.
1er décembre 1838. (*Commerce*)

RECAPITULATION DES VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Par J. Levy, sur la levée entre les rues Notcher et Peydras—Farine.

Par H. J. Dumingon, à midi, à la Bourse de la Cité, rue St. Louis—Revlaxes.

Par J. B. Blache—à 10 heures dans la rue du Canal, entre Magazine et Levée—Vin et Huile.

Par M. Bernes, St. à midi, à la Bourse de la Cité, rue St. Louis—Hôtel Cogent.

Par Jos. Jones, au chêne levez et à l'enchère haute, du navire Mary Ogden.

COMMERCIAL.

REVUE DU MARCHÉ.

COTON.—Le marché est de nouveau devenu calme, spécialement de bonnes demandes aux prix antérieurs des opérations qui se sont précédemment faites. 1000 balles qui avaient été prêtées chaque jour aujourd'hui ont été de même sur le marché et on nous rapporte que nous ne pouvons donner que d'après les ventes faites. Les ventes de la semaine ont été d'environ 1000 balles. Nous en prix; il n'est vendu hier 200 balles et 15,000 balles.

Le stock restant est que nous l'apprécions, calculé à 4 à 5 pour cent au-dessus à prime, cette dernière qualité est bien de commerce.

MELASSE.—Le marché est toujours fort, l'arrivage est plus de qui peu considérable; on évalue qu'en bonne demande. Nous avons aujourd'hui quelques ventes de gros et en bonne demande.

TABAC.—Le prix reste ferme du marché, quel, vous quoique un [illegible] tendance à la hausse [illegible] Nous avons reçu des [illegible] qui ne sont [illegible] ventes depuis [illegible] 1000 boucaudes de bon prix [illegible] Nous ne [illegible] Les